

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Nous, Maire de la Ville de Dijon

**MAIRIE DE DIJON**

**VU :**

1° - Code de l'Urbanisme ;

2° - Code de la Construction et de l'Habitation ;

Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A) ;

Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public – Livre I du règlement de sécurité) ;

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Arrêté Préfectoral n° 359 du 19 juin 2017 validant le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;

Arrêté du 4 juin 1982 modifié, relatif aux établissements de type R (établissements d'enseignement et colonies de vacances).

- Code du travail :

- décret n°92-332 du 31 mars 1992 définissant les règles de sécurité

- décret n°2008-244 du 7 mars 2008 définissant la sécurité des lieux de travail

3° - Le procès-verbal de la visite de réception des travaux des nouveaux locaux effectuée par la Commission Intercommunale de Sécurité le 5 octobre 2022, au CENTRE UNIVERSITAIRE CATHOLIQUE, 69 avenue Aristide Briand à Dijon ;

4° - Le Décret 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la Construction ;

5° - L'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R. 111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

6° - L'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

7° - L'arrêté du 3 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 2007 relatif à l'attestation constatant que les travaux respectent les règles d'accessibilité ;

8° - L'article L 2212-2, 5° du Code Général des Collectivités Territoriales.

**CONSIDERANT :**

L'avis favorable à la réception des travaux et à l'ouverture au public de l'établissement prononcé dans le procès-verbal désigné ci-dessus ;

**ARRETONS :**

Article 1er : L'ouverture au public du CENTRE UNIVERSITAIRE CATHOLIQUE, 69 avenue Aristide Briand à Dijon, est autorisée à compter de ce jour.

Article 2 : La prescription émise par la commission de sécurité dans son rapport devra être respectée.

Article 3 : Le présent arrêté sera déposé à la Préfecture de la Côte d'Or et publié dans les formes habituelles.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :  
\* Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Dijon,  
\* Monsieur le Commissaire Central, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,  
chargés, chacun en ce qui le concerne de son application.

**FAIT EN L'HOTEL DE VILLE, Dijon, le 5 octobre 2022**

**Pour le Maire,  
Adjoint à la Démocratie Participative,  
à la Sécurité Civile et au Plan de Sauvegarde**

  
**Christophe AVENA**